

**COMMUNE DE VAULNAVEYS LE BAS**

**PROCES-VERBAL  
DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 25 AVRIL 2024**

**Nombre de Conseillers : 15**

**Nombre de Présents : 9**

**Nombre de Votants : 13**

**Nombre d'absents : 2**

**Quorum : 8/15**

Date de la convocation et date d'affichage : le 18/04/2024

Le **vingt-cinq du mois d'avril de l'année deux mille vingt-quatre**, à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Vaulnaveys-le-Bas, régulièrement convoqué, conformément à l'article L 2121-10 du Code des Collectivités Territoriales, s'est réuni, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur GAUTHIER Jean-Marc, Maire.

**Présents** : GAUTHIER Jean-Marc, Maire, MARGAT Gilles, 1<sup>er</sup> Adjoint, VASSEUR Jeannine, STRIPPOLI Serenella, FARDELLI Patrick, PONGI Martine, NAVARI Didier, DE OLIVERA Elodie, BESSON Robert.

**Pouvoir(s)** : DEMAY OUVAROFF Claudine à GAUTHIER Jean-Marc, HUET Emmanuel à MARGAT Gilles, BRETAUDEAU Martine à PONGI Martine, RECHE Laetitia à NAVARI Didier

**Absent(e)s/Excusé(e)s** : SCOTTI Serge, RATEL Sovellen,

**Secrétaire de séance** : Madame STRIPPOLI Serenella est désignée secrétaire de séance conformément à l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales qui indique que le Conseil municipal peut nommer un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Le procès-verbal de la dernière séance n'appelant aucune observation, il est approuvé à l'unanimité. M. le Maire demande aux conseillers municipaux s'ils sont d'accord pour ajouter une délibération concernant le choix de l'entreprise de nettoyage quotidien du groupe scolaire. Après leur accord, l'ordre du jour est lu par M. le Maire :

**ORDRE DU JOUR**

- 1- Création d'un poste d'agent polyvalent sur le grade d'Adjoint Technique
- 2- Convention relative au raccordement de mobiliers urbains
- 4- ACL Convention pour le centre aéré
- 5 -ACL Tarifs pratiqués pour l'année 2024
- 6 -Questions diverses

## **CREATION D'UN POSTE D'AGENT POLYVALENT SUR LE GRADE D'ADJOINT TECHNIQUE**

M. le Maire rappelle au conseil municipal que conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité et établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité (ou de l'établissement).

M. le Maire expose qu'il est nécessaire de créer un emploi permanent afin d'assurer la gestion de la cantine (préparation, service et ménage), de la garderie (surveillance des enfants et préparation des activités périscolaires).

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il propose au conseil municipal de créer, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024, un emploi permanent d'agent polyvalent relevant de la catégorie hiérarchique C et du grade d'ADJOINT TECHNIQUE à temps non complet dont la durée hebdomadaire de service est fixée à 32h (32/35<sup>e</sup>).

Cet emploi doit être pourvu par un fonctionnaire.

### **Vote et débat**

M. le Maire explique qu'il serait judicieux pour assurer la bonne marche de la cantine, de la préparation des activités périscolaires et la surveillance des enfants d'embaucher une employée polyvalente à temps non complet (32h)

L'annonce sera publiée sur le site emploi-territorial et sur celui de la Mairie pour une embauche d'un agent technique catégorie C

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal :**

**DECIDE par 13 voix pour, 0 voix contre, 0 voix d'abstention :**

- De créer un emploi permanent sur le grade d'ADJOINT TECHNIQUE relevant de la catégorie hiérarchique C pour effectuer les missions de gestion de la cantine, de la garderie et de la préparation des activités périscolaires à temps non complet à raison de 32h/hebdomadaire (32/35<sup>e</sup>), à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2024.

## **CONVENTION RELATIVE AU RACCORDEMENT DE MOBILIERS URBAINS**

Monsieur le Maire informe que le contrat de concession de service de mobiliers urbains destinés à la mobilité, établi entre le SMMAG et la SICM JCDecaux, prévoit que les mobiliers voyageurs soient raccordés à l'éclairage public et que les consommations électriques soient à la charge du concessionnaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Une convention tripartite (Syndicat Mixte des Mobilités de l'Aire Grenobloise SMMAG, la Commune et la Société Information Communication Mobilité (SICM) relative au raccordement des mobiliers urbains est proposée pour permettre aux communes de percevoir le remboursement des consommations effectuées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

La SICM notifiera à notre commune et au SMMAG la convention signée et nous adressera le montant de la somme à nous verser.

Nous percevrons, lors du premier règlement, le cumul des sommes dues depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, puis chaque année, le montant de l'année N-1. Cette convention est valable jusqu'au 9 juin 2031.

### **Débats et vote**

M. le Maire explique que le contrat de concession de service de mobiliers urbains, destinés à la mobilité, établi entre le SMMAG et la SICM JC Decaux, prévoit que les mobiliers voyageurs doivent être raccordés à l'éclairage public et que les consommations électriques soient à la charge du concessionnaire.

Donc, une convention est proposée entre le SMMAG, la commune et la SICM pour permettre aux communes de percevoir le remboursement des consommations depuis le 1<sup>ER</sup> janvier 2020. Nous percevrons lors du premier remboursement le cumul des sommes dues depuis 01/01/2020. Convention valable jusqu'au 09/06/2031.

Après délibération, le conseil municipal autorise le Maire, par 13 voix pour, 0 voix contre, 0 voix d'abstention à signer la convention.

## **ACL CONVENTION POUR LE CENTRE AERE**

VU le Code général des collectivités territoriales,

Monsieur le Maire rappelle que la commune a mis en place, depuis de nombreuses années, un partenariat avec l'Association des Centres de Loisirs (ACL) qui consiste essentiellement à accueillir les enfants de Vaulnaveys-le-Bas dans les différents centres ACL de Grenoble et ses alentours, à la demi-journée ou à la journée complète, en dehors du temps scolaire, avec une participation financière communale basée sur le Quotient Familial.

Cette association a pour but d'organiser, de développer et de gérer des actions de loisirs éducatifs en faveur de l'enfance et de l'adolescence.

Les activités de l'ACL sont ouvertes à toutes les familles et à tous les enfants et adolescents à partir de 3 ans à 14 ans.

Dans le cadre de la gestion de son accueil de loisirs, la commune poursuit les objectifs suivants :

- Répondre au mieux à l'attente des familles en matière de garde ;
- Répondre au mieux à l'attente des enfants en matière d'activités diversifiées et complémentaires à celles des parents et de l'école en développant des projets pédagogiques
- Développer et favoriser l'autonomie des jeunes
- S'appuyer sur le tissu associatif local

Monsieur le Maire propose de créer, en partenariat avec l'ACL, un centre aéré pendant le mois de juillet, du 08 au 26 juillet 2024.

Cet accueil aura lieu au sein du rez-de-chaussée du groupe scolaire, salle de motricité, classes maternelles, dortoir, de la cantine, et si besoin, salle polyvalente et salle Guillot.

Les enfants de la commune seront accueillis prioritairement.

Les locaux seront mis à disposition de l'association à titre gracieux par la commune.

### **Débats et vote**

Après lecture de la délibération, M. le Maire nous explique que comme chaque année la commune met en place une convention avec l'ACL afin d'accueillir les enfants de la commune en priorité, pendant les congés scolaires. L'accueil se fera dans les locaux de l'école dans les conditions habituelles.

Après délibération, le Conseil Municipal, par 13 voix pour, 0 voix contre, 0 voix d'abstention :

- APPROUVE les termes de la convention
- AUTORISE le Maire à signer la convention avec l'Association des Centres de Loisirs.

## ACL TARIFS PRATIQUES POUR L'ANNEE 2024

Monsieur le Maire rappelle la délibération du 13 janvier 2021 concernant la création d'un centre aéré durant le mois de juillet, en partenariat avec l'ACL.

Les tarifs pratiqués par ACL sont les suivants :

QUOTIENT FAMILIAL	JOURNÉE (repas compris)		DEMI-JOURNÉE (sans repas)		Repas
	Tarifs Vaulnaveys le Bas	Tarifs extérieur	Tarifs Vaulnaveys le Bas	Tarifs extérieur	À combiner avec une demi-journée
- 300	14,40 €	19,40 €	6,70 €	9,70 €	4,10 €
301 - 450	16,80 €	21,80 €	7,90 €	10,90 €	4,50€
451 - 800	18,70 €	23,70 €	8,85 €	11,75 €	4,90 €
801 - 1000	19,70 €	24,70 €	9,35 €	12,20 €	5,20 €
1001 - 1220	21,70 €	24,70 €	10,35 €	12,20 €	5,20 €
1221 - 1450	22,80 €	28,80 €	10,90 €	12,60 €	5,50 €
1451 - 1800	23,70 €	26,70 €	12,35 €	13,00 €	5,70 €
+ 1800	24,60 €	27,60 €	12,80 €	13,40 €	5,90 €

### Débats et vote

Aucune remarque

Après délibération, par 13 voix pour, 0 voix contre 0 voix d'abstention, le conseil municipal autorise ACL à pratiquer ces tarifs pour la commune de Vaulnaveys-le-Bas, durant l'année 2024.

La part qui sera facturée à la commune est la différence entre le prix « tarifs Vaulnaveys-le-Bas » et le prix « tarifs extérieur », que ce soit pour la journée ou la demi-journée.

### Séance levée à 19 heures 00

Signature du Maire,  
Jean-Marc Gauthier

Signature du secrétaire de séance,  
Serenella Strippoli